

Commissions

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : Mme Marie-Claire Lambert

➤ **MARDI 11 FÉVRIER 2014**

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Projet de loi portant modification des lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, n° 3339/1.

Projet de loi portant modification de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, n° 3340/1.

- La commission a décidé de joindre la discussion des deux projets de loi.
- Rapporteur : M. Bruno Van Grootenbrulle.
- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, a fait un exposé introductif.
- La discussion générale a eu lieu.
- La discussion des articles du projet de loi n° 3339 a eu lieu.
- M. Delizée c.s. a déposé 7 amendements.
- Les amendements et les articles, tels qu'amendés, ont successivement été adoptés.
- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 12 voix et 1 abstention.
- La discussion des articles du projet de loi n° 3340 a eu lieu.
- Un amendement a été déposé par M. Delizée et consorts.
- L'amendement et les articles, tels qu'amendés, ont successivement été adoptés.
- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 12 voix et 1 abstention.

Prochaine réunion : mardi 18 février 2014.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Siegfried Bracke

➤ **MARDI 11 FÉVRIER 2014**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Peter Vanvelthoven, David Geerts, Laurent Devin) modifiant la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées en vue d'interdire les groupements non démocratiques, n°s 809/1 à 12.
Amendements de MM. Maingain, Thiéry et Clerfayt, Mme Fonck et MM. Dallemagne, Ducarme, Bacquelaine, Vanvelthoven et Devin.

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Roel Deseyn, Nahima Lanjri, Sonja Becq, Jenne De Potter, Kristof Waterschoot, Leen Dierick) modifiant la législation relative à la répression du racisme en vue d'interdire les réunions de groupes racistes et néonazis, n°s 2160/1 et 2.
(Continuation). (Rapporteurs : MM. Jan Van Esbroeck et André Frédéric).
Avis du Conseil d'Etat.

- La discussion a été poursuivie.
- MM. De Potter et Logghe ont déposé des amendements.

Proposition de résolution (Georges Dallemagne) visant à instaurer un Centre pour la cybersécurité en Belgique, n° 2918/1.
Amendement de M. Arens.

- Rapporteur : M. Jenne De Potter.
- Des amendements ont été déposés par MM. Ducarme et Dallemagne.

Proposition de loi (Patrick Dewael, Daniel Bacquelaine, Catherine Fonck, Manuella Senecaut, Karin Temmerman, Raf Terwingen, Stefaan Van Hecke) visant à corriger plusieurs lois réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution, n°s 3098/1 à 2 (art. 1 à 14).
Amendement de M. Arens.

- Rapporteur : M. Bart Somers.
- M. Arens et consorts a déposé des amendements.
- M. Arens a exposé les articles envoyés à la commission.
- Les articles ainsi que les amendements n°s 5 et 6 ont été adoptés à l'unanimité.
- L'application de l'article 82.1 du Règlement n'a pas été demandée.
- L'ensemble des articles envoyés à la commission a été adopté à l'unanimité.

Audition relative aux projets et propositions de loi suivants :

- Projet de loi modifiant l'article 41 de la loi sur la fonction de police du 5 août 1992, en vue de garantir l'identification des policiers tout en améliorant la protection de leur vie privée - Transmis par le Sénat, n°s 2871/1 à 3.
- Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance - Transmis par le Sénat, n° 2986/1.
- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Frank Wilrycx, Bart Somers, Patrick Dewael, Vincent Van Quickenborne) modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, n° 2917/1.
- Proposition de loi (Bercy Slegers, Jenne De Potter, Nahima Lanjri) modifiant la législation relative à l'utilisation de caméras de surveillance par les fonctionnaires de police, n°s 3042/1 et 2.
- Proposition de loi (Josy Arens, Jenne De Potter, Jacqueline Galant) modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, n° 3290/1.

Auditions :

- M. Yves Bogaerts, chef de corps de la zone de police de Malines;
- M. André Desenfants, directeur-coordonateur de la police fédérale pour l'arrondissement de Liège;
- M. Gert Cockx, président national du Syndicat national du personnel de police et de sécurité (SNPS);
- MM. Vincent Gilles, Vincent Houssin et Mark Eijnkens, représentants du Syndicat Libre de la Fonction Publique (SLFP);
- M. Vincent Verschuere, vice-président, et MM. Peter Van den Eynde et Koen Gorissen, représentants de la commission pour la protection de la vie privée;
- MM. Alexis Deswaef et Manuel Lambert, représentants de la Ligue des droits de l'homme

- Rapporteurs : MM. Jan Van Esbroeck et André Frédéric.
- Les invités ont exposé leurs points de vue.
- Ensuite un échange de vue a eu lieu.

➤ **MERCREDI 12 FÉVRIER 2014**

[Questions d'actualité au gouvernement.](#)

Prochaine réunion : mardi 18 février 2014.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Kristien Van Vaerenbergh

➤ **MARDI 11 FÉVRIER 2014**

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Discussion des initiatives européennes relatives aux droits procéduraux des suspects et des personnes poursuivies (Avis de subsidiarité, art. 37bis Rgt.).

Examen des arrêts de la Cour constitutionnelle prononcés entre le 1er juillet et le 31 décembre 2013, renvoyés à la commission de la Justice par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

Proposition de loi (Linda Musin, Laurence Meire, Özlem Özen, Manuella Senecaut, Marie-Christine Marghem) modifiant le Code civil, relative à la copropriété, n°s 2129/1 à 6. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Sonja Becq).
Amendements de Mme Musin et consorts.

- Mme Musin a déposé les amendements n°s 4 et 5.
- La discussion des articles a été entamée.

Proposition de loi (Carina Van Cauter) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la possibilité de transmission d'une maladie contagieuse grave, n° 3279/1.

- Rapporteur : Mme Sophie De Wit.
- Mme Van Cauter a exposé la proposition de loi.
- La discussion générale a été entamée.
- La commission a décidé à l'unanimité d'organiser des auditions.

➤ **MERCREDI 12 FÉVRIER 2014**

Projet de loi insérant la probation comme peine autonome dans le Code pénal, et modifiant le Code d'Instruction criminelle, le Code judiciaire et la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, n°s 3274/1 à 3.

Amendements du gouvernement, de MM. Lahssaini et Brotcorne et consorts, Mme Becq et consorts et Mme De Wit.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen) modifiant, en ce qui concerne l'absence de condamnations antérieures, la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis - et la probation, n° 2870/1.
 - Proposition de loi (Fouad Lahssaini, Stefaan Van Hecke, Eric Jadot) modifiant la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, en ce qui concerne la suppression de l'exigence d'absence d'antécédents judiciaires en matière de suspension du prononcé de la condamnation et de sursis à l'exécution des peines, n° 2924/1.
- (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Christian Brotcorne).

- Mme Becq a demandé que sa proposition de loi n° 2870 soit disjointe de la discussion.
- La ministre, Mmes De Wit, Dumery et Van Cauter et consorts ont déposé des amendements.
- Les amendements n°s 1, 4 à 12 et 14 à 17 ont été adoptés.
- Conformément à l'article 83 du Règlement une deuxième lecture a été demandée. A ce sujet, la commission souhaiterait disposer d'une note de légistique du Service Juridique.

Projet de loi modifiant la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux, n° 3299/1.

- Rapporteur : Mme Daphné Dumery.
- La ministre a exposé le projet de loi.
- La ministre a déposé des amendements.

Prochaine réunion : mardi 18 février 2014.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 11 FÉVRIER 2014**

Échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur les assurances automobiles pour les jeunes.

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a fait un exposé introductif.

Projet de loi portant insertion du livre X "Contrats d'agence commerciale, contrats de coopération commerciale et concessions de vente" dans le Code de droit économique, et portant insertion des définitions propres au livre X, dans le livre I du Code de droit économique, n°s 3280/1 à 4. (Continuation). (Rapporteur : M. Bruno Tuybens).
Amendements du gouvernement.

- La discussion des articles a été clôturée.
- Des amendements ont encore été déposés par M. Uyttersprot et consorts.
- Les amendements n°s 1 à 9, ainsi que les articles modifiés, ont été adoptés.
- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 10 voix et 1 abstention.

Projets et propositions de loi joints :

- Projet de loi portant insertion d'un titre 2 "De l'action en réparation collective" au livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" du Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre XVII dans le livre I du Code de droit économique, n° 3300/1. Amendement de Mme Warzée.
 - Projet de loi portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" du Code de droit économique et modifiant le Code judiciaire en vue d'attribuer aux cours et tribunaux de Bruxelles une compétence exclusive pour connaître de l'action en réparation collective visée au livre XVII, titre 2, du Code de droit économique, n° 3301/1.
 - Proposition de loi (Stefaan Van Hecke, Ronny Balcaen) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'instauration d'une procédure collective, n° 2035/1.
 - Proposition de loi (Marie-Christine Marghem, Denis Ducarme, Charles Michel) visant à introduire une forme d'action collective en droit belge, n° 2944/1.
- (Continuation). (Rapporteur : M. Peter Dedecker).

Projet de loi n° 3300

- La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturées.
- Des amendements ont encore été déposés par M. Uyttersprot et consorts.
- Aucun amendement n'a été adopté.
- L'ensemble du projet de loi, moyennant quelques corrections légistiques, a ensuite été adopté par 8 voix et 4 abstentions.

Projet de loi n° 3301 :

- La discussion a été clôturée.
- Aucun amendement n'a été déposé.
- Les articles 1 à 5 ont été adoptés, sans modification.
- L'ensemble du projet de loi a ensuite été adopté par 8 voix et 4 abstentions.
- Par conséquent les deux propositions de loi jointes deviennent sans objet.

Proposition de loi (Vincent Van Quickenborne, Bart Somers, Frank Wilrycx) modifiant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953, en ce qui concerne la possibilité, pour une autorité communale, de refuser d'accorder un avis positif, n°s 2750/1 et 2.

(Avis à rendre à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique). (Art. 28.4, Rgt.)

- Rapporteur : Mme Isabelle Emmery.
- M. Van Quickenborne a exposé sa proposition de loi.
- La discussion générale a été entamée.

Prochaine réunion : mardi 18 février 2014.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Sabien Lahaye-Battheu

➤ **MARDI 11 FÉVRIER 2014**

[Questions actuelles au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mardi 18 février 2014.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Georges Gilkinet

➤ **MARDI 11 FÉVRIER 2014**

Lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

- Discussion des arrêts prononcés par la Cour constitutionnelle du 1er juillet au 31 décembre 2013.

[Questions d'actualité au gouvernement.](#)

➤ **MERCREDI 12 FÉVRIER 2014**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Alain Mathot, Dirk Van der Maelen, Christiane Vienne, Olivier Henry, Christophe Lacroix) visant à compléter le système "una via" par le renforcement des sanctions contre les intermédiaires liés à des fraudes et à des planifications fiscales agressives reposant sur des violations des règles fiscales ou déontologiques, n° 2738/1.
- Proposition de loi (Georges Gilkinet, Meyrem Almaci, Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à créer un régime de sanction pour les intermédiaires financiers et les conseillers fiscaux complices de fraude fiscale, n° 2811/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Veerle Wouters).

- La commission a décidé à l'unanimité d'organiser des auditions.

Propositions jointes :

- Proposition de résolution (Alain Mathot, Olivier Henry, Christophe Lacroix, Christiane Vienne) visant à améliorer le mécanisme du Tax Shelter, n° 2777/1.
- Proposition de loi (Alain Mathot, Isabelle Emmerly, Olivier Henry, Olivier Destrebecq) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, relative à l'extension du tax shelter aux créations couturières et de design, n° 2655/1.
- Proposition de loi (Olivier Destrebecq, Philippe Goffin, Alain Mathot, Luk Van Biesen, Josy Arens) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, concernant l'extension du tax shelter, n° 2674/1.

- Proposition de loi (Olivier Destrebecq, Luc Gustin, Charles Michel, Luk Van Biesen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à instaurer un centre de contrôle spécialisé en matière de tax shelter, n°s 2906/1 et 2.
- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Meyrem Almaci, Georges Gilkinet) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, réformant le Tax Shelter, pour un meilleur soutien à la création et à la diversité cinématographique, n° 3275/1.
- Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen.
- MM. Lacroix, Van Biesen, Gustin, Gilkinet et Henry ont exposé les propositions jointes.

Propositions de loi jointes :

- - Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Philippe Goffin, Damien Thiéry) modifiant l'article 113 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déductibilité des frais de garde d'enfants atteints d'un handicap, n°s 271/1 et 2.
 - - Proposition de loi (Christian Brotcorne) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de mieux prendre en considération la charge d'un enfant handicapé n° 67/1.
 - Avis de la Cour des comptes.
- (Continuation). (Rapporteur : Mme Veerle Wouters).

- La discussion a été poursuivie.
- La commission a décidé à l'unanimité de demander l'avis du ministre du Budget.

Proposition de loi (Luk Van Biesen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les libéralités accordées aux hautes écoles, n°s 3277/1 et 2.

- La commission a décidé à l'unanimité de demander l'avis du ministre du Budget.

Propositions jointes:

- Proposition de loi (Carl Devlies, Kristof Waterschoot, Bercy Slegers) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le précompte mobilier pour les autorités locales lorsqu'elles effectuent des opérations sans but lucratif, n° 3302/1.
- Proposition de loi (Frank Wilrycx, Luk Van Biesen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imposabilité des revenus et produits des capitaux et biens mobiliers des communes, n° 2687/1.
- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.
- Après l'exposé de MM. Devlies et Van Biesen la représentante du ministre des Finances a exposé le point de vue du ministre.
- La commission a décidé à l'unanimité de demander l'avis du ministre du Budget.

Proposition de loi (Dirk Van der Maelen, Christiane Vienne) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'instauration d'une proposition d'imposition, n° 3305/1.

- Rapporteur : M. Luk Van Biesen.
- Après l'exposé de M. Van der Maelen la représentante du ministre des Finances a exposé le point de vue du ministre.

Proposition de résolution (Georges Dallemagne, Benoît Lutgen, Benoît Drèze) visant à encourager les dons en nature par une exonération élargie de la TVA, n°s 3294/1 et 2.

- Rapporteur : M. Carl Devlies.
- Après l'exposé de M. Drèze la représentante du ministre des Finances a exposé le point de vue du ministre.

Proposition de loi (Christian Brotcorne, Benoît Drèze) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de prendre en compte les frais liés à la recherche d'un emploi, n°s 191/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.
- Après l'exposé de M. Drèze la représentante du ministre des Finances a exposé le point de vue du ministre.
- La commission a décidé à l'unanimité de demander l'avis du ministre du Budget.

Proposition de loi (Valérie Warzée-Caverenne, Kattrin Jadin, Luc Gustin, Valérie De Bue, Denis Ducarme, Jacqueline Galant, Philippe Goffin) modifiant l'article 133 du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de soutenir l'accès à l'enseignement supérieur, n°s 3127/1 et 2.

- La commission a décidé à l'unanimité de joindre la proposition de loi n° 3127 aux propositions de loi n°s 503 et 901 déjà jointes.
- Rapporteur : M. Luk Van Biesen (en remplacement de M. Philippe Goffin).
- Mme Warzée-Caverenne a exposé la proposition de loi n° 3127.
- La commission a décidé à l'unanimité de demander l'avis du ministre du Budget.

Proposition de loi (Veerle Wouters, Jan Jambon, Peter Luykx, Flor Van Noppen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la prise en charge des enfants, n°s 504/1 à 3.

Avis de la Cour des comptes.

(Continuation). (Rapporteur : M. Peter Dedecker).

- La discussion a été poursuivie.
- La représentante du ministre du Budget a exposé le point de vue du ministre.

Proposition de loi (Veerle Wouters) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imposition distincte, n° 3292/1.

- Rapporteur : M. Luk van Biesen.
- Après l'exposé de Mme Wouters la représentante du ministre des Finances a exposé le point de vue du ministre.

Prochaine réunion : mardi 18 février 2014.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Maya Detiège

➤ **MERCREDI 12 FÉVRIER 2014**

Proposition de résolution (Ine Somers, Carina Van Cauter, Gwendolyn Rutten) relative au remboursement de la télécardiologie, n° 706/1.

(Continuation et clôture). (Rapporteur : Mme Véronique Bonni).

- La discussion a été poursuivie.

Proposition de résolution (Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Rita De Bont, Annick Ponthier) relative au problème du syndrome de fatigue chronique, n°s 479/1 et 2.
(Continuation). (Rapporteurs : M. Franco Seminara et Mme Maya Detiège).
Amendement de Mme De Bont.

Proposition de résolution (Nik Van Gool, Nathalie Muylle, Catherine Fonck) visant à améliorer le diagnostic et la prise en charge des personnes atteintes du syndrome de fatigue chronique, n°s 2824/1 à 3.

Proposition de résolution (Maya Detiège) visant à améliorer l'approche du SFC/EM/DPI, n° 3080/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.
- La commission a décidé de joindre la discussion des propositions et d'organiser des auditions.
- Les auteurs principaux ont fait un exposé introductif.

Prochaine réunion : mercredi 19 février 2014.

Emancipation sociale

COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Président : Mme Karine Lalieux

➤ **MERCREDI 12 FÉVRIER 2014**

Projet de loi modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté, n° 3145/1.

(Avis à rendre à la commission de la Justice).

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Zoé Genot, Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke, Georges Gilkinet, Juliette Boulet, Eva Brems, Kristof Calvo) modifiant l'article 335 du Code civil en ce qui concerne l'attribution libre du nom de l'enfant, n° 469/1.
- Proposition de loi (Olivier Maingain, Damien Thiéry) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'attribution du nom de famille afin d'établir clairement la filiation avec la mère tout en préservant l'historicité de la filiation paternelle, n° 470/1.
- Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Özlem Özen, Laurent Devin, Julie Fernandez Fernandez) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'attribution du nom de la famille, afin de garantir la transmission de l'identité familiale par le port du double nom, n° 1386/1.

(Rapporteurs : Mmes Lieve Wierinck et Laurence Meire).

- Par 6 voix contre 1 le comité d'avis a approuvé l'avis.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : M. André Flahaut et Mme Sabine de Bethune (S)

➤ JEUDI 13 FÉVRIER 2014

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques, n° 3318/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi portant modification des lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, n° 3339/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi portant modification de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, n° 3340/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé, n° 3349/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail des membres professionnels opérationnels des zones de secours, n° 3353/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi visant à adapter les réductions des cotisations patronales pour la sécurité sociale à la suite de la sixième réforme de l'Etat, n° 3354/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.